

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.  
du 1er au 15 Mai 2016  
n°291



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

**Dimanche 1<sup>er</sup> mai.**

**Tshopo: 10 villages inondés à Isangi.** Une dizaine de villages de la province de la Tshopo sont inondés depuis une semaine suite au débordement des eaux de la rivière Lomami et du fleuve Congo. Les populations riveraines affectées par cette catastrophe naturelle ne savent à quel saint se vouer. Pendant ce temps, les autorités politiques et sanitaires redoutent les conséquences sociales, économiques que sanitaires. Les villages les plus touchés se retrouvent aussi bien en amont de la Lomami qu'en aval du fleuve Congo. Il s'agit notamment des localités : Yanjadi, Ilondo, Yalikina, Yafunga rive et Yaelomba.

**RDC: «Le travail décent demeure une préoccupation majeure des travailleurs», affirme Guy Kuku.** Le président de l'Intersyndicale nationale du Congo, Guy Kuku a adressé, samedi 30 avril à Kinshasa, un tableau sombre de la situation des travailleurs congolais du secteur tant public que privé. Il a indiqué que la problématique du travail décent demeure une préoccupation majeure des travailleurs congolais qui bénéficient des salaires insignifiants qui ne reflètent pas la valeur du travail fourni. Guy Kuku a également rappelé que les fonctionnaires et agents de l'Etat croupissent dans la misère noire avec un salaire extraordinairement indécent et loin du minimum vital malgré la bancarisation de leur paie.

**Mongala: le gouverneur fustige l'absence de la commissaire spéciale à la remise et reprise.** Le gouverneur élu de la Mongala, Bienvenu Esimba se plaint de n'avoir pas finalisé la remise et reprise à la suite de l'absence de la commissaire spéciale, Marceline Mondjiba. Malgré ce qu'il qualifie de fuite de la commissaire spéciale, Bienvenu Esimba a demandé au procureur de la République de faire le constat et a promis d'assurer la continuité de l'Etat pour le développement de la Mongala. Amorcée jeudi 28 avril avec le commissaire spécial-adjoint en charge de l'économie, finances et développement, Michael Sakombi, la remise et reprise devait s'achever samedi. Jointe de Gemena où elle séjourne, la commissaire spéciale de la Mongala, Marceline Mondjiba dit avoir plutôt quitté la ville de Lisala sur ordre de sa hiérarchie et pour sa sécurité:

**Kinshasa: Des agents du système de l'ONU veulent se doter d'une cité moderne.** La Fédération des associations du personnel des Nations unies en RDC (FUNSU) s'engage à construire une cité moderne, à Kinkole, quartier périphérique Est de Kinshasa. Le nouveau président de cette structure, docteur Léon Kinuani, l'a souligné, vendredi 29 avril, au cours de la cérémonie de sa prise des fonctions, au siège du Programme alimentaire mondial (PAM), à Kinshasa. Le comité de la FUNSU se charge également de la redynamisation des enquêtes salariales, l'uniformisation des cartes (badges) entre staffs nationaux et internationaux ainsi que l'amélioration de la qualité des soins et de l'accueil au sein de la Clinique des Nations unies.

**Ituri: la population appelle au rétablissement de la sécurité à Walendu Bindi.** En Ituri, la population de la chefferie de Walendu Bindi demande au gouvernement de rétablir la sécurité dans cette contrée en proie aux exactions des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI).

**Nord-Kivu: la coalition Nyatura-FDLR tue 4 personnes à Walikale.** Les miliciens Nyatura coalisés aux FDLR ont tué, il y a quelques jours, quatre personnes sur une dizaine enlevées au village Kalembe, en territoire de Walikale (Nord-Kivu). Selon la coordination provinciale de la société civile du Nord-Kivu, les corps de ces victimes ont été retrouvés dans une grotte.

**Haut-Uélé: 12 détenus s'évadent de la prison de Watsa.** Douze détenus se sont évadés, dans la matinée du dimanche 1er mai, de la prison de Watsa (Haut-Uélé). Une forte pluie s'abattait sur la cité de Watsa au moment où ces prisonniers sont sortis librement par la grande porte de l'entrée principale de ladite maison carcérale après avoir brisé la chaîne de la porte du dortoir. Sur les dix-neuf détenus que comptait la prison de Watsa, seuls sept y sont restés dont une femme.

**Présidentielle-RDC: une nouvelle coalition de l'opposition derrière Moïse Katumbi.** Après le G7, l'Alternance pour la République (AR), un autre regroupement de seize partis de l'opposition et organisations de la société civile, jette son dévolu sur l'ancien gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, pour briguer la magistrature suprême en RDC. Ce dernier «est le ticket gagnant de la République», a déclaré le président de l'AR, le député Delly Sessanga, dimanche 1er mai à Kinshasa, lors de la sortie officielle de cette plate-forme. L'Alternance pour la République est composée notamment de partis Envol de Delly Sessanga, MLP de Franck Diongo, ECCO d'Adam Bombole, ATD de José Makila, Scodé de Jean-Claude Muyambo, CNRP de Bernard Beya Mubiayi.

**Lubumbashi: la BRASIMBA licencie 42 grévistes.** Les responsables de la société brassicole BRASIMBA à Lubumbashi ont reconnu vendredi 29 avril avoir licencié quarante-deux agents identifiés comme meneurs de la «grève sauvage», déclenché depuis deux semaines. Les grévistes protestent contre la révision à la baisse des avantages sociaux au 1er avril. Ce licenciement massif a été opéré suivant une «procédure illégale», a dénoncé pour sa part la délégation syndicale.

**Maniema: les syndicalistes décrient «la situation sociale chaotique du travailleur».** Lors du défilé marquant la journée du travail samedi 30 avril à Kindu, le représentant de l'intersyndicale de l'administration publique a décrié devant les autorités provinciales «la situation sociale chaotique du travailleur» au Maniema. L'intersyndicale a déploré la situation des travailleurs mécanisés mais non bancarisés, l'insécurité à laquelle sont confrontés les agents payeurs quand ils retirent les salaires de leurs collègues. A cela s'ajoute le cas des travailleurs impayés depuis plus de 60 mois, pour ceux de la SAKIMA (ex-SOMINKI), et 189 mois, pour ceux de la SNCC.

**Lundi 2 mai.**

**André Kimbuka appelle les Kinois à pleurer Papa Wemba dans la discipline.** Les obsèques de Papa Wemba, mort le 24 avril dernier à Abidjan en Côte d'Ivoire, débutent lundi 2 mai à Kinshasa et vont se poursuivre jusqu'à son inhumation prévue le mercredi. «Ce lundi aux environs de 13h, nous emmènerons le corps de Papa Wemba à Molokai. Là-bas, je vous en supplie, qu'il y ait une forte discipline», a déclaré le gouverneur de la ville de Kinshasa, André Kimbuka. Selon le programme officiel, de 13h30 à 16h30, la dépouille du chanteur sera exposée au «village Molokai», qu'il avait créé au quartier Matonge. Il y est prévu le recueillement de la population et différents témoignages sur l'illustre disparu.

**RDC : début des épreuves hors session de l'examen d'Etat..** Les épreuves hors session de l'examen d'Etat édition 2015-2016 ont démarré lundi 2 mai sur toute l'étendue du territoire national. Les finalistes débutent avec l'épreuve de dissertation, avant qu'ils ne soient soumis aux épreuves de jury oral et pratique. Les épreuves de la session ordinaire doivent avoir lieu en juin prochain.

**RDC: l'ACAJ demande la libération de Vano Kiboko.** L'Association congolaise pour l'accès à la justice(ACAJ) demande au directeur de la prison de Makala de libérer Vano Kiboko, arrêté en décembre 2014 et condamné à seize mois de prison par le Tribunal de Grande instance de Kinshasa. Le président de cette ONG, Georges Kapiamba, dénonce la détention arbitraire de l'ancien député, affirmant qu'il devrait être libéré le 29 avril dernier. Il recommande au ministre de la Justice de ne pas donner des injonctions au directeur de la prison.

**Sud-Kivu: l'ONG LPD dénonce des arrangements à l'amiable dans les affaires de viol.** L'ONG Local Protection Community (LPC) dénonce les arrangements à l'amiable entre des personnes accusées de viol et les familles des victimes. Selon cette ONG, ces arrangements à l'amiable qui empêchent aux organisations de lutte contre les violences sexuelles de saisir la justice à Kavumu (Sud-Kivu) pour 33 cas de viol recensés. Le coordinateur adjoint de LPC, Jean-Baptiste Mushagalusa, accuse le sous-commissariat de la police à Chifunzi d'encourager ces types d'arrangement entre les familles des victimes et celles des auteurs de viol. Il révèle également que tous ces cas de viol sont commis par des jeunes de la région et pas par des miliciens Raia Mutomboki.

**Kwango: le nouveau gouverneur sollicite des investissements dans sa province.** Le nouveau gouverneur du Kwango, Larousse Kabula Mavula, invite les investisseurs à investir dans l'exploitation des ressources naturelles de cette province issue du démembrement du Bandundu. Dans une conférence de presse qu'il a organisée samedi 30 avril à Kinshasa, il a déclaré que le Kwango regorge d'importantes ressources naturelles pour permettre son

développement. Il en appelle à un partenariat public-privé « gagnant-gagnant » pour le développement de sa province.

**Joseph Kabila a décoré Papa Wemba à titre posthume.** Le président Joseph Kabila a décoré à titre posthume le chanteur Papa Wemba, décédé dimanche 24 avril à Abidjan, du titre de Grand officier de l'ordre national. Plusieurs autorités dont les présidents des deux chambres du Parlement, le Premier ministre ainsi que les membres du gouvernement ont pris part à cette cérémonie.

**Kinshasa: le mauvais état des routes menace d'enclaver le marché central.** Plusieurs artères routières situées autour du marché central de Kinshasa sont impraticables à certains endroits. C'est notamment le cas des avenues Bokassa, colonel Ebeya, Tabu Ley, Commerce et Kasai qui constituent des voies d'accès au marché central de Kinshasa. L'impraticabilité de ces routes menace d'enclaver ce marché.

**Examen d'Etat: le nombre d'élèves inscrits pour les épreuves hors-session en hausse.** Les finalistes de l'enseignement secondaire ont participé ce lundi 2 mai à l'examen de dissertation. C'est la première épreuve hors-session de l'Examen d'Etat. Selon l'inspecteur général de l'enseignement primaire et secondaire, 623 000 candidats sont inscrits à ces épreuves. Un chiffre en hausse de 4% par rapport à l'année passée.

**Nord-Kivu: deux rebelles ADF tués dans un accrochage avec les FARDC à Beni.** Deux rebelles ADF ont été tués dimanche 1er mai dans un accrochage avec une patrouille des Forces armées de la RDC (FARDC) dans le territoire de Beni (Nord-Kivu).

**Le village Molokai rend hommage à Papa Wemba.** Après les hommages officiels rendus par les autorités, les artistes ainsi que d'autres personnalités ce lundi 2 mai dans la matinée Palais du peuple, la dépouille mortelle de Papa Wemba a été conduite en début d'après-midi au village Molokai, le fief musical de la star décédée le 24 avril dernier à Abidjan. Le village Molokai est en fait le regroupement de 5 avenues du quartier Matonge. Molokai est constitué des initiales des noms de ces avenues : Masimanimba, Oshwe, Lokolama, Kanda-kanda et Inzia. La dépouille y a été exposée pendant quelques heures.

**Mardi 3 mai.**

**RDC : le Sankuru pleure Papa Wemba au rythme de «Lomama».** Au moment où les funérailles officielles de Papa Wemba, décédé le 24 avril à Abidjan, s'organisent à Kinshasa, le Sankuru, sa province d'origine, pratique le «Lomama» pour pleurer l'artiste dans le plus pur style traditionnel. De Tshumbe à Lodja, en passant par Katakoma, les fans de Papa Wemba observent ce rituel funéraire que l'artiste musicien avait immortalisé de son vivant dans la chanson «Ufukutanu». Dans ce rituel funéraire, chacun se ceint les hanches des rameaux ou les porte à la tête en forme de couronne, ou encore au poignet. Certains se contentent de pleurer en tenant un rameau à la main. Les guidons de vélos ou de motos, voire les essuie-glaces des véhicules sont aussi ornés des rameaux. C'est toute cette cérémonie qu'on appelle le «Lomama» dans la province originelle de Papa Wemba. Elle s'accompagne des chants et des danses traditionnels, en hommage à la personne décédée. Des processions passent à travers les parcelles de la cité, personne ne reste à l'écart.

**Nord-Kivu: plus de 1000 personnes tuées à Beni et Lubero en 2 ans, selon les sociétés civiles.** Environ 1017 personnes ont été tuées dans les territoires de Beni et Lubero (Nord-Kivu), depuis 2014 par des éléments des groupes armés. Les coordinations de la société civile de Beni, Butembo et Lubero ont livré ces statistiques au cours d'une déclaration conjointe faite, lundi 2 mai, à Butembo. Selon ces structures, les groupes armés dont certains venus de l'Ouganda ont kidnappé environ 1 391 personnes et violé 41 femmes dans les territoires de Beni et Lubero au cours de la même période. Réunies pour analyser la situation sécuritaire de leur contrée, ces sociétés civiles ont appelé le gouvernement à mettre fin aux violences contre les civils dans cette partie du Nord-Kivu.

**Ituri: 13 morts à la suite d'une pluie à Djugu.** Treize personnes sont mortes à la suite d'une forte pluie qui s'est abattue, le 28 avril dernier, dans les localités lacustres de Gbi et Jo, en territoire de Djugu (Ituri). Ces chiffres ont été livrés, lundi 2 mai, par des témoins qui ont compté les corps repêchés du lac Albert. Les victimes sont essentiellement des enfants qui ont été emportés par les eaux de la pluie.

**RDC : des propositions pour honorer la mémoire de Papa Wemba.** Décréter le 24 avril, jour du décès de Papa Wemba, comme journée nationale de la musique, construire une salle de spectacle moderne et un musée où seront exposés les affaires personnelles de Papa Wemba. Autant de propositions que le ministre congolais de la Culture et des Arts, Banza Mukalay a promis lundi de transmettre au gouvernement.

**Athlétisme: les championnats nationaux fixés à la fin du mois de mai.** La 15e édition des championnats nationaux d'athlétisme de la RDC auront lieu du 26 au 28 mai à Kinshasa. Plus de 50 athlètes (Hommes et Femmes) de toutes les catégories (cadets, juniors et seniors) doivent prendre part à ces championnats.

**Kasaï-Oriental: l'UNPC note une amélioration du respect de la liberté de la presse.** Le vice-président provincial de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) du Kasaï-Oriental, Jean Hubert Bondo, note une amélioration du respect de la liberté de la presse dans la province. Jean Hubert Bondo a cependant dénoncé l'interpellation de deux journalistes pendant le week-end.

**RDC : le trésor public enregistre un déficit annuel de 141 millions USD.** Le compte général du Trésor public de la République démocratique du Congo (RDC) a enregistré un déficit annuel de 131,391 milliards de Francs congolais, soit plus de 141 millions USD, a révélé lundi la Troïka stratégique, lors de sa réunion de lundi 2 mai. Au 29 avril dernier, la réunion de la Troïka note cependant que la gestion des finances publiques du trésor public est négatif de 58,862 milliards de francs congolais (62 596 716 USD) contre un excédent mensuel projeté de 61,198 milliards de Francs congolais (65 834 477 USD). Pour combler ce déficit, la Troïka stratégique a exhorté les Ministères du Plan, de l'Economie et des Finances à mettre en place des équipes conjointes de contrôle de destination des matériaux et équipements importés sous le régime des exonérations accordées au titre du code des investissements. Quant au marché des matières premières, la réunion de la troïka a soutenu que son évolution est divergente au 29 avril. Le cuivre par exemple a enregistré une baisse. La tonne métrique du métal est passée à 4 931 USD contre 4 938 USD au 22 avril. Par contre, l'once d'or a enregistré une légère hausse de 0,22%, son prix étant passé de 1 245 dollars à 1 248, a fait savoir la troïka stratégique de la RDC. La Troïka stratégique de la RDC est une structure regroupant les ministères des Finances, de l'Economie, du Plan et la Banque centrale. Sa mission est l'évaluation des finances publiques sous la supervision de la primature.

**Uvira : la police menace de détruire les marchés pirates sur la nationale N°5.** Les marchés pirates et des commerçants ambulants qui exercent nuitamment le long de la route nationale N°5 dans la cité d'Uvira (Sud-Kivu) doivent cesser de vendre à cet endroit. Le commissaire supérieur principal et commandant du commissariat urbain de la police de la cité a fait cette mise en garde mardi 3 mai. Les marchés les plus visés sont le centre commercial de Mulungwe et celui de Kalimabenge.

**RDC: 15 journalistes emprisonnés en 6 mois, selon JED.** L'ONG Journaliste en danger (JED) a recensé 15 cas de journalistes emprisonnés et une dizaine de médias réduit au silence, en l'espace de six mois. Son secrétaire général, Tshivis Tshivuadi a livré ces chiffres en marge de la journée internationale de la liberté de presse, célébrée le 3 mai de chaque année.

**RDC: vers une loi de programmation des actions de la réforme de la justice.** Son ministre de la Justice, Garde des Sceaux et Droits humains, Alexis Thambwe Mwamba l'a annoncé, mardi 3 mai, au cours d'une réunion avec les partenaires de son secteur, à Kinshasa. A l'occasion, le ministre de la Justice a indiqué que le gouvernement est avancé dans la préparation des différents textes de loi dont certains se trouvent déjà au Parlement. Au cours de cette rencontre, Alexis Thambwe Mwamba et les partenaires du secteur de la justice ont passé en revue les recommandations des Etats généraux de la justice, tenus en mai 2015, à Kinshasa. Ils ont planché sur le statut des magistrats, l'indépendance de la justice, l'accès à la justice, la lutte contre l'impunité, la sécurité judiciaire des investissements et l'administration pénitentiaire.

**Mercredi 4 mai.**

**Papa Wemba inhumé à Kinshasa.** Le corps du chanteur Papa Wemba a été inhumé mercredi 4 mai au cimetière Nécropole entre Ciel et terre dans la périphérie Est de Kinshasa, au terme de trois jours d'obsèques officielles dans la capitale congolaise.

**Nord-Kivu: 3 chauffeurs du CICR kidnappés à Rutshuru.** Trois chauffeurs du Comité international de la Croix-rouge (CICR) ont été enlevés par des hommes armés mardi 3 mai dans la matinée sur le tronçon Kishishe-Bambu, dans le territoire de Rutshuru, selon un communiqué de l'ONG CEPADHO. Le CICR ne confirme pas la thèse d'un kidnapping, mais affirme avoir perdu contact avec ses agents depuis 9 heures (heure locale). Des sources locales indiquent que les trois chauffeurs du CICR qui conduisaient chacun son véhicule, auraient été braqués vers 11 heures par des hommes armés parlant le Kinyarwanda.

**Braquage du marché de Tshumbe: 4 personnes condamnées à perpétuité.** Le tribunal militaire de garnison de Lodja (Sankuru) a condamné à perpétuité les quatre personnes poursuivies pour le braquage du marché et de deux agences de transfert de fonds en avril dernier dans la cité de Tshumbe à Lubefu. Le verdict a été prononcé mardi 3 mai à l'issue d'une audience publique organisée au stade Louis Omo Okenge de Tshumbe. Tous les quatre bandits sont également condamnés à verser 5 000 dollars américains d'amende.

**RDC: 17 personnes tuées à Beni.** Au moins 17 personnes ont été tuées mardi 3 mai dans la soirée par des présumés rebelles ADF à Minibo et Mutsonge, deux quartiers situés environ 60 kilomètres au Nord-Est de la ville de Beni au Nord-Kivu.

**RDC: les ressources naturelles volées risquent de financer une campagne électorale, alerte Global Witness.** Global Witness redoute que comme en 2011 des ressources naturelles volées financent une campagne électorale plutôt que les services de base de la population congolaise cette année. Global Witness rapporte que la question de l'exploitation des ressources naturelles pour des fins électorales s'est déjà posée en 2011.

**Bunia: une veillée mortuaire en hommage à Papa Wemba.** Des musiciens congolais rendant le dernier hommage à Papa Wemba au Palais du peuple, siège du parlement à Kinshasa, le 02/05/2016. Radio Okapi/Ph. John Bompengé. Des artistes de la ville de Bunia ont organisé dans la nuit de mardi à mercredi 4 mai une veillée mortuaire en hommage à Papa Wemba. Plus d'une centaine de personnes dont des musiciens, des acteurs culturels, des chroniqueurs de musique et des anonymes ont participé à cette veillée.

**RDC: enquête sur «le recrutement de mercenaires» étrangers proches de l'opposant Katumbi.** Le ministre de la Justice de la République démocratique du Congo a déclaré mercredi 4 mai avoir ordonné une enquête sur « le recrutement de mercenaires » étrangers liés à l'opposant Moïse Katumbi. Des membres de la garde rapprochée de Moïse Katumbi ont été arrêtés le 24 avril dernier à Lubumbashi lors d'une manifestation de l'opposition dispersée par la police. Ces personnes, quatre au total dont un Américain, ont été transférées à Kinshasa. M. Katumbi, ancien cadre du parti présidentiel, a rejoint l'opposition. Deux plateformes des opposants l'ont désigné comme candidat à la prochaine élection présidentielle qui doit être organisée cette année.

**RDC: Désiré Balazire nommé directeur général de Congo Airways.** La compagnie aérienne nationale Congo Airways a un nouveau directeur général. Désiré Balazire a pris ses fonctions lundi 2 mai, remplaçant Claude Kirongozi, qui était à la tête de cette entreprise depuis février 2015. D'après une source contactée par Radio Okapi, le gouvernement souhaite avec ce changement insuffler une nouvelle dynamique et promouvoir de nouvelles méthodes de gestion au sein de l'entreprise.

**Lubumbashi : Moïse Katumbi organise une messe en mémoire de Papa Wemba.** L'ex-gouverneur de l'ancien Katanga, Moïse Katumbi a organisé une messe d'action de grâce en mémoire de Papa Wemba à la paroisse Saint Boniface Kitumaini dans la commune Kamalondo (Lubumbashi). Au cours de cette célébration, il a appelé tous les Congolais à la culture de la paix et de la démocratie. Selon lui, ces deux valeurs sont le symbole de Papa Wemba et que l'illustre disparu a laissé un héritage qu'il faut perpétuer.

**RDC : Cilu arrête la production du ciment gris.** Cimenterie de la Lukala (Cilu) décide d'arrêter la production du ciment gris au Kongo central, a annoncé mardi 3 mai le directeur général de cette entreprise, Ola Ora. Selon lui, cette décision est prise suite à une concurrence déloyale dont elle fait face depuis décembre 2015. Son entreprise se voit complètement dépassée par cette concurrence qui a obligé l'usine de tourner en dessous de 50% de sa capacité, indique-t-il.

**RDC : l'Unesco entame le processus d'insertion de la rumba comme patrimoine de l'humanité ;** L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) accepte d'entamer le processus du classement de la rumba comme patrimoine immatériel de l'humanité. Le directeur et représentant de l'Unesco en RDC, Abdouramane Diallo, l'a annoncé mercredi 5 mai à Kinshasa.

**RDC : Joseph Kabila révoque des fonctionnaires de l'Etat ;** Dans une ordonnance présidentielle lue mercredi 4 mai à la télévision nationale (RTNC), le président de la République, Joseph Kabila, a révoqué un bon nombre de fonctionnaires de l'Etat. Il est reproché à certains d'entre eux la corruption avérée. Parmi les personnes révoquées, il y a notamment des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et coopération internationale, des cadres de commandement des services publics du ministère des Finances, et d'autres ministères. En janvier 2016, le Premier ministre avait révoqué 153 fonctionnaires de l'Etat au terme d'une enquête gouvernementale. Le chef de l'exécutif national accusait principalement ces agents d'avoir fait usage des faux documents scolaires et académiques.

**Jeudi 5 mai.**

**Le Phare : «Affaire des mercenaires au Katanga: Thambwe veut arrêter Katumbi.** Le Phare rapporte qu'Alexis Thambwe Mwamba, ministre de la justice et Garde des Sceaux a révélé aux médias, mercredi 4 mai 2016, avoir donné injonction au Procureur Général de la République d'ouvrir un dossier judiciaire à charge de Moïse Katumbi, qu'il accuse d'avoir recruté d'anciens militaires étrangers, dont des Américains, et de les utiliser à des fins obscures dans l'ex-province du Katanga. Le ministre, poursuit le journal, a soutenu détenir «la preuve documentée» de ses accusations. Le quotidien estime que le dossier judiciaire de Moïse Katumbi risque de prendre une tournure de nature à conduire à son interpellation et à son arrestation, en attendant sa fixation devant les cours et tribunaux. Les opposants qui soutiennent l'ancien gouverneur du Katanga, rapporte le tabloïd, sont convaincus que les ennuis politico-judiciaires de Moïse Katumbi ont pour toile de fond son intention de briguer

la magistrature suprême du pays en novembre 2016. Les accusations portant sur des préparatifs, par l'intéressé, d'une insurrection armée à partir de l'ex-province du Katanga, viseraient, selon eux, à le disqualifier de la course à la présidence de la République, pour laquelle il ferait figure de favori, conclut Le Phare.

**RDC : Moïse Katumbi se déclare candidat à la présidence.** «Les trois mouvements de l'opposition congolaise que sont le G7, le Collectif des nationalistes et l'Alternance pour la République 2016, m'ont fait l'honneur de me choisir comme leur candidat à la prochaine élection présidentielle de la République Démocratique du Congo, qui, selon la constitution, devrait se tenir à la fin du mois de novembre 2016. J'accepte avec humilité cette lourde responsabilité », indique l'ancien gouverneur du Katanga dans un communiqué. Moïse Katumbi affirme dans ce texte que depuis sa démission du poste de gouverneur de l'ancienne Province du Katanga, en septembre 2015, il a participé à l'élaboration d'un projet de société commun avec « les forces politiques et sociales acquises au changement ». «Pour finaliser ce projet, j'entamerai, dans les prochains jours, une tournée nationale, à travers tout le territoire du Congo», annonce-t-il.

**Enquête sur Moïse Katumbi : un « montage grossier », selon Franck Diongo.** La plateforme politique Alternance pour la République, qui soutient l'opposant Moïse Katumbi, qualifie l'ouverture du dossier contre l'ancien gouverneur de l'ex-Katanga de « montage grossier et d'instrumentalisation de la justice ». « C'est l'instrumentalisation de la justice par le gouvernement alors que nous sommes dans un régime de séparation des pouvoirs. Ça c'est le premier élément à retenir », a affirmé mercredi 4 mai, le vice-président de ce regroupement politique chargé des questions politiques et électorales, Franck Diongo.

**Le blocage du processus électoral est lié au manque de volonté politique, selon Fabrice Puella.** Le blocage du processus électoral, notamment la révision du fichier électoral et l'organisation des élections est le fruit du manque de volonté politique, dénonce Fabrice Puella, modérateur de la plate-forme Dynamique de l'opposition. Il a, après des échanges avec la mission d'assistance électorale de l'ONU mercredi 4 mai, rappelé la nécessité de réviser le fichier électoral et de tenir les élections dans le respect de la constitution.

**RDC: 50 000 USD de l'USAID et DFID pour favoriser l'éducation civique.** Cinq ONG de la société civile (ADID, basée dans l'ex-Kasaï Oriental, le CRONGD dans l'ex-Katanga, la commission épiscopale Justice et Paix, le Groupe Jérémie du Sud-Kivu et le RECID travaillant à Kinshasa) vont recevoir une subvention de 50 000 dollars américains, de la part de l'USAID et de la coopération britannique, pour mettre en œuvre des activités d'éducation civique et électorale en RDC. La signature de ces premiers accords de subvention a eu lieu mercredi 4 mai à Kinshasa, en présence des représentants de la Ceni. Les structures bénéficiaires vont travailler en synergie avec une trentaine d'autres organisations non gouvernementales pour couvrir quinze des vingt-six provinces de la RDC.

**Affaire mercenaires: Moïse Katumbi dénonce «des accusations mensongères et farfelues».** Moïse Katumbi a rejeté jeudi 5 mai les accusations de recrutement des mercenaires à Lubumbashi portées contre lui par le gouvernement. «Ce sont des accusations mensongères et farfelues», a-t-il affirmé, sollicitant une enquête internationale sur cette affaire. L'ex-gouverneur de l'ancienne province du Katanga a ainsi réagi un jour après que le ministre de la Justice, Alexis Thamwe Mwamba, a ordonné au Procureur général de la République d'ouvrir un dossier judiciaire sur le recrutement des mercenaires par M. Katumbi. Ce dernier se dit confiant et promet de prouver ce qu'il appelle un montage du gouvernement congolais.

**Beni: la Monusco va intensifier des opérations militaires contre les ADF.** La Monusco va intensifier les opérations militaires contre les rebelles ougandais des ADF accusés d'être les auteurs des attaques contre les civils dans le territoire de Beni (Nord-Kivu).

**Uvira: les FARDC délogent des groupes armés de plusieurs localités.** Les forces armées de la RDC (FARDC) ont réussi à déloger mercredi dernier deux groupes armés, dont les Gumino, dans plusieurs localités de hauts plateaux de Bijombo, en territoire d'Uvira, a annoncé jeudi 5 mai le commandant de l'opération Sokola 2 au Sud-Kivu, le général Bwange Safari Gustave. Les occupants ont été chassés lors des combats de deux jours, qui ont fait un mort et un blessé parmi les mouvements rebelles. L'armée a en outre récupéré une arme AK47, selon la même source. Les localités récupérées par l'armée sont notamment Mikengne, Mikarati, Muramvya, Kinyonyi, Nyawaranga, Kajembwe et Bijombo-centre.

**Le CICR suspend ses déplacements au Nord-Kivu.** Le Comité international de la croix rouge (CICR) a, dans un communiqué publié mercredi 4 mai, annoncé la suspension de tous ses «déplacements dans la province du Nord-Kivu» jusqu'à nouvel ordre. Une décision motivée par l'enlèvement de ses trois collaborateurs mardi dernier dans le même territoire, indique le communiqué.

**Beni: une journée ville-morte décrétée pour dénoncer l'insécurité.** La société civile du territoire de Beni a décrété, jeudi 5 mai, une journée ville-morte pour dénoncer l'insécurité dans les localités d'Oicha, Mbau et

Erengete (Nord-Kivu). La décision fait suite notamment à l'assassinat, depuis trois jours, de dix-sept personnes par des présumés ADF dans la localité de Baungachu-Luna.

**RDC : Vano Kiboko libéré.** Le président de l'association culturelle Lonzo Lwa Mikuba, Vano Kiboko, a été libéré jeudi 5 mai de la prison centrale de Makala à Kinshasa, après avoir purgé sa peine de seize mois.

**Casques bleus accusés de viol: le tribunal militaire a suspendu les audiences.** Le tribunal militaire de garnison de la Gombe (Kinshasa) a suspendu, jeudi 5 mai, les audiences sur le procès des anciens casques bleus congolais, accusés d'avoir violé des mineures en RCA. Il a levé cette option après que la défense a demandé la comparution personnelle des présumées victimes de viol et le rapport médical attestant qu'il y a eu réellement viol.

**Ituri: le gouvernement contrôle plus de 60% de la Réserve de faune à okapi.** Le gouvernement congolais contrôle, depuis quelques jours, plus de 60% de la Réserve de faune à okapi (RFO) qui, en 2012, était contrôlé à 90% par les Mai Mai Simba. Le responsable de la RFO, Gédéon Lokumu, l'a affirmé, vendredi 5 mai, en marge du 25e anniversaire de l'érection de ce site en patrimoine mondial.

**RDC : la Banque centrale assure le redressement « définitif » de la BIAC.** Le comité de politique monétaire de la Banque centrale du Congo (BCC) dit suivre de près la situation de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac) et promet que cette institution financière va se relever « définitivement ».

**Vendredi 6 mai.**

**Recrutement présumé des mercenaires: les Etats-Unis préoccupés par de «fausses allégations».** L'ambassade des Etats-Unis qualifie l'affaire de recrutement présumé des mercenaires étrangers par Moïse Katumbi de « fausses allégations ». Dans un communiqué publié jeudi 5 mai à Kinshasa, les Etats-Unis se disent profondément préoccupés par les affirmations qui auraient été faites pendant la conférence de presse du ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba. D'après l'ambassade américaine, Darryl Lewis- arrêté par les autorités congolaises -«travaille dans une société privée américaine qui fournit des services de consultation à des clients à travers le monde entier».

**Dédoubllement des partis politiques: Evariste Boshab demande les preuves.** « Si on m'apporte un arrêté signé par moi, dédoublant l'UNAFEC, l'UNADEF, l'ARC, le PDC, je présenterai ma démission. Je ne l'ai jamais fait », a déclaré jeudi 5 mai le ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab, répondant à la question orale avec débat du sénateur Masudi Kalombo. L'initiateur de la question reprochait à Evariste Boshab de favoriser le dédoubllement des partis politiques qui ne soutiennent pas la même opinion politique que la majorité au pouvoir. Parmi les partis dédoublés, le sénateur du MLC cite notamment l'ABACO, l'ARC, le MSR, le MLC, le PDC, l'UNAFEC et l'UNADEF.

**Toujours pas de désarmement civil volontaire à Mitwaba.** La troisième phase de la campagne de désarmement civil volontaire est toujours attendue dans le territoire de Mitwaba. Les biens à remettre à ceux qui vont déposer les armes ne sont pas encore arrivés sur place. Plusieurs candidats au désarmement sont sur le point de retourner dans leurs villages respectifs, s'inquiètent la population et la société civile locale. La première phase de cette campagne a consisté à l'évaluation de la situation sur le terrain. La campagne a ensuite porté sur la mobilisation et la sensibilisation des porteurs d'armes. La dernière phase, consacrée au désarmement volontaire, devrait commencer le 27 avril dernier. Mais, elle n'a pas été lancée, faute de kits à remettre à ceux qui rendent les armes.

**RDC: transfert à Kinshasa d'un chef rebelle FDLR.** Le gouvernement congolais a annoncé vendredi 6 mai le transfert à Kinshasa du chef adjoint des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), Léopold Mujiyambere, arrêté il y a quelques jours au Nord-Kivu dans l'est de la République démocratique du Congo. En mars, un autre chef FDLR, Ladislas Ntaganzwa, arrêté dans la même province en décembre 2015, a été remis par les autorités congolaises au Comité de suivi des tribunaux pénaux internationaux de l'ONU avant son transfert au Rwanda.

**La CENI délivre le premier spécimen de la nouvelle carte d'électeur à Kabila.** La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a délivré, vendredi 6 mai, le premier spécimen de la nouvelle carte d'électeur à Joseph Kabila qui visitait le siège de cette institution d'appui à la démocratie, à Kinshasa. La visite du chef de l'Etat est intervenue un jour avant le lancement du test pilote de recrutement des fournisseurs des kits d'enrôlement, des cartes d'électeurs et des groupes électrogènes.

**Reprise du procès Germain Katanga à Kinshasa.** Les audiences publiques dans l'affaire de général de brigade FARDC Germain Katanga et ses six coaccusés ont repris vendredi 6 mai à Kinshasa devant la Haute Cour

militaire. L'auditeur général les poursuit pour crime de guerre, crime contre l'humanité et participation à un mouvement insurrectionnel. Infractions qui auraient été commises entre 2002 et 2006 en Ituri. A l'audience publique de ce vendredi, la Haute Cour a constaté l'approbation par la Cour pénale internationale (CPI) des poursuites engagées par la justice congolaise contre le général Katanga. Le conseil de ce dernier a pris acte. Les audiences avaient été suspendues depuis le 19 mars dernier en attendant cette approbation par la CPI.

**Maniema: réaménagement du gouvernement provincial.** Le gouverneur du Maniema, Pascal Tutu Salumu a remanié, depuis jeudi 5 mai, son équipe gouvernementale, composée de dix membres. Cinq personnalités intègrent le gouvernement provincial du Maniema tandis que quatre ministres quittent cet exécutif.

**Affaire mercenaires: Moïse Katumbi attendu au Parquet général de la République.** Moïse Katumbi est convoqué à comparaître, samedi 7 mai, à l'office du Parquet général de la République, à Lubumbashi (Haut-Katanga). Selon l'avocat général de la République, Bernard Mikobi Minga, une convocation a été déposée, vendredi, au domicile de l'ex-gouverneur du Katanga, afin qu'il soit entendu sur les faits portés à sa charge par la justice congolaise. Le ministre de la Justice, Alexis Thamwe Mwamba, a ordonné, il y a deux jours, au Procureur général de la République d'ouvrir un dossier judiciaire contre Moïse Katumbi sur le recrutement présumé des mercenaires, à Lubumbashi. L'avocat général de la République a confié à Radio Okapi que la personne envoyée pour remettre la convocation à la résidence de Moïse Katumbi a été chassée par les services de ce dernier. Bernard Mikobi croit que Moïse Katumbi se présentera samedi pour être auditionné. Réagissant sur cette affaire jeudi 5 mai à Radio Okapi, l'ex-gouverneur du Katanga avait rejeté les accusations de recrutement des mercenaires à Lubumbashi portées contre lui par le gouvernement. Il s'est dit confiant et a promis de prouver ce qu'il a qualifié "d'un montage du gouvernement congolais".

**Samedi 7 mai.**

**Ituri: des présumés ADF tuent quatre personnes à Biane.** Les rebelles ougandais des ADF sont accusés d'avoir tué quatre personnes, vendredi 6 mai, dans la localité de Biane, en chefferie de Walesse Vonkutu, à la limite entre la province de l'Ituri et le Nord-Kivu. Les corps des victimes ont été retrouvés, vendredi soir, découpés à la manchette par ces assaillants, rapporte la société civile de Komanda. Selon la même source, une psychose règne depuis au sein de la population de cette contrée qui redoute la multiplication des attaques des hommes armés.

**Equateur : le gouverneur Tony Bolamba publie son gouvernement provincial.** Le gouverneur de l'Equateur, Tony Bolamba, a publié, vendredi 6 mai à Mbandaka son gouvernement provincial. Composé de dix membres, cinq proviennent de la majorité présidentielle, trois de l'opposition et deux indépendants. Parmi les nouveaux ministres provinciaux figure une femme et quatre députés provinciaux. Les 7 territoires de l'Equateur sont également représentés.

**Senat : la ministre du Portefeuille interpellée sur la mise en concession intégrée de la SCTP.** La ministre du Portefeuille, Mme Louise Munga, est attendue lundi 9 mai au Sénat pour répondre à une question orale avec débat sur les critères de mise en concession intégrée ou de privatisation des ports de Boma-Matadi-Kinshasa et du chemin de fer de Matadi-Kinshasa. Les sénateurs cherchent à comprendre les motivations de cette initiative gouvernementale. Selon Jacques Ndjoli, cette partie opérationnelle constitue l'entité qui produit 90% de recettes de la SCTP. Le gouvernement a lancé un appel d'offres en octobre dernier pour privatiser les ports de Boma, de Matadi, de Kinshasa et du chemin de fer Matadi-Kinshasa. Une décision contestée par les travailleurs de la SCTP. Ils souhaitent la réforme de cette entreprise et non son démembrement.

**Kinshasa : la conférence-débat de Muzito annulée à l'université Révérend Kim.** La conférence-débat de l'ancien Premier ministre Adolphe Muzito programmée vendredi 6 mai à l'université Révérend Kim à Kinshasa a été annulée. Pour Steve Kivuata, le porte-parole de l'initiateur de « l'université populaire », ce sont les services de sécurité qui ont interdit cette manifestation. La conférence annulée avait pour thème : « La responsabilité politique des universitaires congolais pour une RDC émergente à l'horizon 2020 ». C'est la deuxième fois qu'une conférence-débat d'Adolphe Muzito soit annulée. Une autre avait été interdite le 14 avril dernier à l'Université protestante au Congo (UPC).

**Arrestation du numéro 2 des FDLR : « une bonne chose pour la région », selon Mende.** L'arrestation du numéro 2 des rebelles rwandais FDLR, le général Léopold Mujambere, est une bonne chose pour la RDC et la région, a affirmé samedi 7 mai Lambert Mende. La veille, ce chef rebelle avait été arrêté puis transféré à Kinshasa. Pour lui, moins il y a des FDLR en liberté sur le sol congolais, mieux ça vaut pour la sécurité de la RDC.

**Lubumbashi: le parquet délivre un nouveau mandat de comparution contre Katumbi.** Après une invitation non réceptionnée, le Parquet général près la Cour d'appel de Lubumbashi affirme avoir délivré, vendredi 6 mai



dans la soirée, un nouveau mandat de comparution contre Moïse Katumbi. L'ex-gouverneur du Katanga est appelé à se présenter au bureau du procureur lundi 9 mai prochain. Selon l'avocat général de la République, Bernard Mikobi Minga, ce mandat a été reçu par l'un des gardes de la résidence de Moïse Katumbi, mais qui a refusé de signer l'accusé de réception.

**Kinshasa: interdiction d'une marche pour réclamer la fourniture du courant.** Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, André Kimbuta Yango a interdit la tenue de la marche dénommée «Pelisa Mwindi» (en français: allumes la lampe). A l'initiative du député national Clément Kanku, cette marche appelait la population de Kinshasa à réclamer à la Société nationale d'électricité (SNEL) une meilleure fourniture de courant électrique.

#### **Dimanche 8 mai.**

**Ituri: le bilan de l'attaque des présumés ADF revu à la hausse, 9 morts.** Alors que dans un premier temps plusieurs sources faisaient état de 4 morts, l'attaque perpétrée vendredi 6 mai par des présumés ADF contre les localités de Ndalya et Biane en Ituri aurait finalement coûté la vie à 9 personnes.

**RDC: un humanitaire tué à Masisi.** Blessé par balle vendredi 6 mai par des combattants Maï-Maï APCLS en fuite, un agent de l'ONG Heal Africa a succombé à ses blessures quelques heures après dans la localité de Mweso à Masisi (Nord-Kivu). La victime dénommée Roger Muteba est un défenseur judiciaire qui menait pour le compte de son organisation des entretiens avec des victimes des violences sexuelles dans des villages situés entre Kitshanga et Mweso, à une centaine de kilomètres de Goma.

**RDC: 3 employés de la Croix-rouge internationale enlevés dans l'Est libérés.** Trois employés congolais du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), enlevés mardi dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), ont été libérés, a annoncé samedi 7 mai dans un communiqué le CICR, qui maintient toutefois pour le moment la suspension de ses déplacements dans la province du Nord-Kivu.

**Le trafic routier coupé entre Uvira et Bukavu.** Le trafic routier entre Uvira et Bukavu au Sud-Kivu est coupé depuis vendredi 6 mai au niveau du pont Kawizi sur la route nationale numéro cinq. Des fortes pluies qui se sont abattues jeudi sur les montagnes surplombant Uvira ont provoqué l'inondation de la rivière sur lequel est jeté le pont qui s'est affaissé.

**Des coups de feu entendus à Bunia.** Plusieurs coups de feu ont été entendus la nuit dernière au quartier Yambi-Yaya à Bunia. Selon le maire intérimaire de la ville, un groupe d'hommes armés a attaqué le domicile d'un responsable de la police. Les assaillants se seraient heurtés à la résistance des gardes du responsable de la police. Après un échange de tirs, les assaillants se sont enfuis.

**Equateur: le gouvernement investi à l'assemblée provinciale.** Au lendemain de sa constitution, le gouvernement provincial de l'Equateur a été investi samedi 7 mai à l'assemblée provinciale à Mbandaka. Le gouverneur Tony Bolamba, qui a présenté les ministres provinciaux au cours de la plénière, a détaillé le programme de son gouvernement. Un programme baptisé « Gouvernons ensemble » qui aborde notamment les questions liées à la communication, l'énergie, la santé, l'éducation et l'emploi.

**Infrastructures routières: le député Lokondo dénonce «la marginalisation de l'Equateur».** Le député Henry Thomas Lokondo s'est dit « indigné » par la « marginalisation » de la province de l'Equateur dans la construction et la réhabilitation des routes. Il l'a fait savoir vendredi 6 mai à la suite de la réponse du ministre des Infrastructures et Travaux publics à la question orale que lui a adressée le député Jean-Pierre Pasi za Pamba. Selon Henry Thomas Lokondo, le ministre a parlé, dans sa réponse, des travaux de construction, de réhabilitation et de modernisation des routes dans toutes les provinces sauf à l'Equateur.

**Insécurité au Nord-Kivu: des députés boycottent une plénière à l'Assemblée nationale.** Des députés nationaux élus du Nord-Kivu ont boycotté vendredi 6 mai la plénière à l'Assemblée nationale pour protester contre l'insécurité dans cette province où de nouveaux massacres des civils ont été récemment recensés. Ces élus ont été accompagnés par d'autres députés qui ont dit exprimer leur solidarité à leurs collègues. Les députés nationaux du Nord-Kivu déplorent le peu d'intérêt que portent les autorités à la question de l'insécurité dans la partie Nord de leur province.

**Nord-Kivu: la société civile réclame plus de sécurité au parc des Virunga.** Des organisations de défense de l'environnement réclament le déploiement d'une unité du corps chargé de la sécurisation des parcs nationaux et réserves naturelles dans le parc national des Virunga au Nord-Kivu. Dans une lettre adressée au ministre de la Défense nationale, elles dénoncent les attaques perpétrées depuis environ deux semaines par des groupes Maï-Maï dans le parc des Virunga. Des attaques qui ont occasionné la mort de beaucoup d'animaux.

**Sud-Ubangi: 3 chefs de division suspendus et traduits en justice.** Trois chefs de divisions provinciales sont suspendus, assignés à la résidence surveillée et mis à la disposition de la justice, pour spoliation du patrimoine public. Il s'agit de l'une des décisions prises au cours du conseil des ministres du gouvernement provincial du Sud-Ubangi, vendredi 6 avril, présidé par le gouverneur José Makila. Les chefs de division suspendus sont ceux des Affaires foncières, du cadastre et celui de l'Urbanisme et Habitat. Ils ont été mis en cause dans un rapport d'enquête sur la spoliation et la vente du patrimoine foncier et immobilier de l'Etat.

**Haut-Lomami: 10500 vaches manquent d'acheteurs à Kamina.** Dix mille cinq cents vaches prêtes dans la province du Haut-Lomami ne peuvent être commercialisées, faute d'acheteurs. Selon le chef de division de l'agriculture, pêche et élevage à Kamina, le gros marché de Kolwezi est tombé d'un cran suite à la crise financière que traversent les entreprises minières implantées dans la province du Lualaba. Il invite les opérateurs économiques importateurs de la viande fraîche à se ravitailler à Kamina.

**Lundi 9 mai.**

**RDC: Moïse Katumbi comparait au parquet de Lubumbashi.** Le parquet près la cour d'appel de Lubumbashi auditionne Moïse Katumbi, candidat déclaré à la présidentielle de 2016 en RDC, depuis ce lundi 9 mai matin à Lubumbashi. L'ex-gouverneur de l'ancienne province du Katanga est arrivé sur le lieu vers 10 heures locales accompagné des centaines de ses sympathisants. Rien n'avait filtré sur cette audition jusque dans la mi-journée alors que des témoins faisaient état de la dispersion de la foule qui attendait en dehors du Palais de justice par la police. Moïse Katumbi est accusé d'avoir recruté des mercenaires pour déstabiliser le régime. Une accusation qu'il rejette. Pour cette comparution, il est assisté d'un collectif d'avocats dont fait partie Me Azarias Ruberwa et le bâtonnier honoraire du barreau de Lubumbashi. La plupart des commerces autour du palais de justice de Lubumbashi sont restés fermés ce matin.

**RDC: près de 50 civils tués au Nord-Kivu et en Ituri en une semaine.** Près de cinquante civils ont été tués, en l'espace d'une semaine, par des présumés rebelles ADF, dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) et celui d'Irumu (Ituri), selon le coordonnateur de l'ONG Centre d'études pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'Homme (CEPADHO), Omar Kavota. Il a livré ces chiffres, dimanche 8 mai, à Radio Okapi. Omar Kavota a indiqué que le regain d'insécurité dans cette partie du pays préoccupe au plus haut point son organisation.

**Bas-Uélé: plus de mille dossiers en souffrance au TGI de Buta.** Plus de mille dossiers judiciaires attendent d'être traités au Tribunal de grande instance de Buta, chef-lieu du Bas-Uélé. Dans une rencontre samedi 7 mai avec les autorités de la Monusco, le gouverneur de cette province, Armand Kasumbu, dit reconnaître cette situation et l'attribue au non fonctionnement de cette juridiction depuis plus de trois ans. Armand Kasumbu a sollicité l'implication des autorités judiciaires et de la MONUSCO en vue de trouver une solution à ce problème.

**Massacre de Beni : le commandement de l'opération « Sokola I » délocalisé.** Le commandement militaire des opérations « Sokola I » sera délocalisé de la ville de Beni vers le « triangle de la mort » compris entre Mbau, Kamango, et Eringeti, dans le territoire de Beni, a annoncé samedi 7 mai à Beni, le gouverneur de la province du Nord-Kivu, Julien Paluku.

**Ituri : clôture de la phase d'exploration pour l'exploitation pétrolière sur le lac Albert.** L'entreprise Canadienne Telsa a clôturé il y a quelques jours la première phase des travaux d'exploration du site pétrolier Bloc III Graben Albertine à la plaine du lac Albert en Ituri. Le chef de district de la compagnie Total, Jean-Marie Dubile, l'a annoncé lundi 9 mai. Total, une entreprise pétrolière qui évolue en RDC a acquis le bloc pétrolier III Graben Albertine en Ituri. D'après Jean Marie Dubibe, les résultats des analyses de données sismiques prélevées sur ce site seront envoyées dans un laboratoire à Paris pour interprétation. Commencés il y a deux mois et demi, ces travaux effectués sur une étendue d'environ 246 kilomètres qui couvre la plaine du lac Albert ont consisté à des tests sismiques, permettant de visualiser les structures géologiques de ce site en prévision de l'exploitation pétrolière. Les résultats, qui ne seront disponibles que dans environ une année, conditionneront le démarrage au non de la phase de forage de puits de pétrole dans la région, a-t-il précisé.

**Goma : la population observe une journée de deuil en mémoire des civils tués à Beni.** Plusieurs habitants de Goma dont les membres de la société civile locale ont observé ce lundi 9 mai une journée de deuil en mémoire des vingt et une personnes victimes des derniers massacres des civils commis par des présumés rebelles ougandais des ADF dans la nuit du 3 au 4 mai dernière à Minibo et Mutsonge au Nord-Est du territoire de Beni au Nord-Kivu. Sur l'appel de la Coordination provinciale de la société civile Nord-Kivu, initiatrice de cette action, plusieurs personnes se sont habillées en noire en signe de deuil.

**Sud Kivu : l'impraticabilité d'une route à Kalehe empêche l'évacuation des produits vers les marchés.** Le tronçon Miti-Bunyakiti-Hombo sur la nationale numéro 3 dans le territoire de Kalehe au Sud-Kivu, est coupé depuis quelques jours, rapportent lundi 9 mai, des sources locales. La coupure cette route qui relie la ville de

Bukavu à la ville de Kisangani via Walikale au Nord-Kivu empêche à la population d'évacuer les produits vers les centres de consommation. D'après les mêmes sources, les véhicules et motos ne fréquentent plus la route devenue impraticable.

**Matadi : la police arrête les motocyclistes qui violent le code de la route.** La Police nationale congolaise de la ville de Matadi (Kongo Central) traque des motos et motocyclistes non en règle et qui violent le code de la route, indiquent le commissariat provincial de la police du Kongo central et la Mairie de Matadi. Le chef de la commission Nationale de la prévention routière (CNPR) Kongo central, Célestin Djunga, renseigne que 80% des motos qui roulent dans cette province ne sont pas en règle vis-à-vis de la loi portant nouveau code de la route. Il invite cependant la police à déférer toutes les motos saisies et leurs propriétaires devant les juridictions compétentes comme le prévoit la loi dans son article 126.

**Joseph Kabila a instauré «une dictature pire que celle du maréchal Mobutu», affirme Mwenze Kongolo.** Mwenze Kongolo, l'un des révolutionnaires du 17 mai 1997, a estimé lundi 9 mai que Joseph Kabila avait trahi l'idéal du combat politique et de démocratie de feu M'Zee Laurent-Désiré Kabila : « Je dénonce et fustige le comportement de trahison qu'affiche le président Joseph Kabila envers nous les révolutionnaires du 17 mai 1997 et honteusement envers la mémoire de son vaillant père, qui n'a jamais trahi le Congo. Cet acharnement injustifié qu'il affiche envers les personnes qui défient son pouvoir n'a rien à avoir avec l'idéal que s'étaient assignés les dirigeants de l'AFDL que nous étions. Notre objectif était la démocratisation. Nous sommes trahis par la restauration d'une dictature pire que celle connue du temps du maréchal Mobutu.»

**Kinshasa: le COMIFAC réfléchit sur la mise en œuvre des décisions de la COP 21.** Kinshasa va abriter la session extraordinaire Conseil des ministres de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) du mardi 10 au jeudi 12 mai. Elle va réunir les experts et ministres des pays membres de la COMIFAC, pour notamment réfléchir sur la mise en œuvre des décisions prises à la COP 21. L'objectif principal de cette session est d'une part, de décider des modalités opérationnelles pour la mise en œuvre des décisions prises à la COP 21 à Paris, et d'autre part, d'examiner certains sujets prioritaires pour la vie de l'institution qui, selon certaines sources, «est en train de sombrer.»

**Kongo-Central: les autorités veulent instaurer une taxe sur l'importation du ciment gris.** Un projet d'édit créant une taxe à payer dans des postes de péage et barrières de la province du Kongo-Central pour tous les importateurs du ciment gris devrait être déposé lundi 9 mai à l'assemblée provinciale. Le gouverneur du Kongo-Central, Jacques Mbadu Nsitu, avait ordonné à son gouvernement d'initier ce texte pour créer un équilibre sur le marché du ciment dans la province afin de permettre à la Cimenterie de Lukala (Cilu) de respirer.

**Kinshasa: la Ceni teste les kits d'enrôlement d'électeurs.** La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a effectué lundi 9 mai un test pilote des kits d'enrôlement des électeurs et des sources d'énergie à l'Université pédagogique nationale (UPN) à Kinshasa. Cette opération, qui va durer sept jours à Kinshasa et à Matadi, consiste à vérifier la conformité du matériel proposé par deux soumissionnaires présélectionnés par la Ceni.

**Mardi 10 mai.**

**RDC: le Japon remet 410 lampes solaires aux réfugiés centrafricains.** L'ambassadeur par intérim du Japon en RDC a remis plus de 410 lampes solaires aux réfugiés centrafricains installés aux Nord et Sud-Ubangi. Au terme de son séjour dans cette région, le diplomate nippon a encore échangé directement avec les réfugiés, afin d'évaluer les actions financées par son gouvernement en leur faveur.

**Beni : la société civile appelle à la solidarité nationale après les massacres.** La Nouvelle dynamique de la société civile (NDSCI) invite la population congolaise à l'unité pour combattre l'insécurité qui sévit dans le territoire de Beni, situé à plus de 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). «Nous sommes filles et fils d'une même nation et dans des telles circonstances, nous devons liguer comme un seul homme et nous mettre debout afin de dire non au terrorisme, aux viols, groupes armés et exiger du gouvernement la sécurité».

**Lomami : 54 femmes opérées de fistule vaginale à Kabinda.** Les médecins de l'hôpital de Panzi de Bukavu (Sud Kivu) ont opéré cinquante-quatre femmes sur les quatre-vingt-dix reçues en consultations à Kabinda (Lomami), indique lundi 9 mai, le docteur Shangalume Ahadi, chirurgien de fistule à l'hôpital de Panzi.

**Haut-Uélé : trois militaires congolais retrouvés morts et décapités à Dungu.** Les corps de trois militaires de la RDC ont été retrouvés décapités dimanche 8 mai à Dungu dans la province du Haut Uélé. L'administrateur de ce territoire, Edmond Lokakao, renseigne que ce sont les usagers du tronçon Dungu-Faradje qui ont fait cette découverte. Les militaires tués ont été dépouillées de leurs tenues, rapportent les témoins.

**Mongala : des policiers mis en cause dans le décès d'une femme à Boso-Mbubu.** Une femme qui souffrait d'hypertension est décédée lundi 09 mai à Boso-Mbubu, localité située à 54 kilomètres de Bongandanga-centre (Mongala), à la suite d'une panique provoquée par des tirs nourris des policiers qui voulaient disperser la population.

**Lubumbashi : des jeunes attaquent les policiers commis à la garde du siège de l'UNAFEC.** Un groupe de jeunes a attaqué à coup de pierres, mardi 10 mai, les éléments de la police commis à la garde du directoire de l'Union Nationale des Fédéralistes du Congo (UNAFEC), rapportent des témoins. Le siège de Kyungu wa Kumwanza du G7 est mis sous scellé depuis avril dernier. Les faits se sont déroulés vers 5 heures du matin.

**Sud-Kivu : des mouvements des populations signalés dans trois territoires.** Environ cent vingt familles des territoires de Shabunda, Kabare et Mwenga au Sud-Kivu arrivent en masse depuis vendredi dernier à Nyamwerwe près de Luntukulu dans le territoire de Walungu, ont alerté mardi 10 mai des sources locales. Ces familles disent avoir fui des combats qui opposent depuis le début de la semaine passée les Forces armées de la RDC (FARDC) aux éléments Raïa Mutomboki de Mabala.

**Komanda: la société civile s'inquiète de la délocalisation du commandement de Sokola 1.** La société civile de Komanda, une localité du Nord-Kivu frontalière de la province de l'Ituri, se dit préoccupée et inquiète du vide laissé par l'armée régulière avec la délocalisation de l'Etat-major de l'opération Sokola 1 vers Eringeti (Nord-Kivu). Le vide laissé par l'armée entraîne déjà le déplacement des présumés ADF vers la province de l'Ituri et donc l'exposition de la population à des exactions de la part de ce mouvement armé islamiste.

**RDC: China Molybdenum rachète Tenke Fungurume à 2,65 milliards USD.** Le groupe américain Freeport-McMoran, jusque-là actionnaire majoritaire dans la société minière Tenke Fungurume Mining (TFM) a annoncé lundi 9 mai dans un communiqué avoir vendu ses parts dans l'entreprise minière à firme chinoise China Molybdenum pour 2,65 milliards de dollars américains. La Gécamines, également actionnaire au sein de TFM (20%), a protesté contre les conditions de cette vente. Le montant de 2,65 milliards USD, précise le communiqué de Freeport-McMoran, pourra être augmenté de 120 millions des dollars américains en fonction de l'évolution des cours du cuivre en 2018 et 2019. TFM exploite le cuivre et le cobalt dans l'ex-Katanga. D'après des sources proches de ce dossier, Freeport McMoran était l'un des principaux contributeurs individuels au budget de l'État congolais, avec ses 56% des parts dans Tenke Fungurume Mining.

**RDC : la CAID met en ligne les données de 145 territoires.** La Cellule d'analyses des indicateurs de développement (CAID), cellule du gouvernement congolais rattachée au cabinet du Premier ministre, a mis en ligne des données compilées, collectées dans chacun des 145 territoires que compte la RDC. Le site web reprenant les résultats des enquêtes menées par des experts permet de mettre fin à la carence des indicateurs de développement surtout ceux saisis au niveau des entités décentralisées et d'entamer une phase de transformation de l'économie en agissant sur l'économie réelle sur base des évidences. Les données collectées permettront d'assurer le suivi et l'évaluation des projets du Gouvernement et des partenaires au développement à travers le pays et renforcer les capacités des territoires dans l'élaboration et l'expression des besoins à intégrer dans les stratégies et actions de développement.

**Kongo-Central: 25 paysans en formation sur la production du manioc jaune.** Vingt-cinq paysans venus de dix territoires du Kongo-Central sont depuis lundi 9 mai en formation au village Kola à Mbanza – Ngungu sur les nouvelles techniques dans la production des boutures de manioc. Cette activité s'inscrit dans le cadre du programme « Harvest Plus RDC Manioc », une initiative de l'ONG Harvest Plus dont le siège est basé à Washington.

**Mercredi 11 mai.**

**JED dénonce des arrestations des journalistes au Sud-Kivu ;** Journaliste en danger (JED) dénonce les attaques contre les journalistes dans la province du Sud-Kivu. Dans un communiqué publié mardi 10 mai à Kinshasa, cette ONG évoque notamment les arrestations d'un correspondant de la radio Muungano et d'un journaliste de la radio Baraka. JED accuse également les forces de l'ordre d'avoir attaqué des stations de radio émettant à Baraka (Sud-Kivu).

**Nord-Kivu: pas de présence militaire à Ikobo ;** Les Forces armées de la RDC (FARDC) sont absentes du groupement d'Ikobo, en territoire de Walikale (Nord-Kivu). Selon des notables locaux, Ikobo a été occupé pendant quinze ans par des rebelles rwandais des FDLR qui y ont été délogés en novembre dernier par des miliciens Mai-Mai du groupe NDC/Guidon. Ces notables réclament le retour de l'armée dans ce groupement.

**RDC: états de sante préoccupants d'opposants emprisonnés ;** Le président de la Solidarité congolaise pour le développement (SCODE), Jean-Claude Muyambo, a réitéré mardi 10 mai son appel pour une évacuation médicale à l'étranger pour des soins appropriés. Son état de santé et ceux d'autres détenus politiques et activistes

de la société civile ne s'améliorent pas malgré les soins qu'ils reçoivent dans les centres de santé de Kinshasa. Ernest Kyaviro du RCD/KML, Jean-Claude Muyambo de la Scode, Eugene Diomi Ndongala de la Démocratie chrétienne et Christopher Ngoyi, activiste des droits de l'homme ont été admis aux soins dans des centres de santé privés à Kinshasa. Tous les frais de soins, y compris ceux des policiers commis à leur sécurité, sont à la charge de ces détenus.

**Kinshasa: la pluie fait 8 morts à Lemba ;** Huit personnes sont décédées et une autre grièvement blessée dans la commune de Lemba à Kinshasa à la suite de la pluie qui s'est abattue dimanche 8 mai. Selon le ministre provincial des Affaires sociales de Kinshasa, Vital Kabwiku, les corps de victimes sont actuellement gardés à la morgue de l'Hôpital général de référence de Kinsenso. Les autorités promettent de soutenir les victimes de la pluie.

**Kinshasa: les travailleurs de la DGRK réclament 6 mois de prime.** Les travailleurs de la Direction générale des recettes de Kinshasa (DGRK) réclament le paiement de six mois de primes. Appuyés par la Confédération démocratique de travail (CDT), ces agents ont organisé un sit-in mardi 10 mai devant le siège de cette régie financière dans la commune de la Gombe. Deux agents de la DGRK ont été interpellés par la police pendant la manifestation. Ils auraient été conduits à l'Hôtel de ville de Kinshasa.

**Kinshasa: une centaine de sages-femmes prêtent serment.** Une centaine de sages-femmes qui ont achevé leur formation à l'Institut supérieur des techniques médicales (ISTM) ont prêté serment mardi 10 mai à Kinshasa. Le ministre de l'enseignement supérieur et universitaire, Théophile Mbemba a regretté le faible effectif des sages-femmes dans les structures sanitaires. Ce qui occasionnerait des décès des femmes à l'accouchement.

**RDC: la police disperse les partisans de Katumbi devant le Palais de justice de Lubumbashi.** La police a dispersé mercredi 11 mai plusieurs habitants de Lubumbashi qui ont accompagné Moïse Katumbi au Palais de la justice où l'opposant, candidat à la prochaine élection présidentielle, est entendu pour la deuxième fois par le Parquet général sur des accusations de recrutement présumé de mercenaires. Moïse Katumbi s'est présenté dans la matinée au Parquet où un important dispositif policier a été déployé.

**Haut-Uélé: faute de magistrats, des tribunaux risquent de fermer.** Le procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Isiro (Haut-Uélé), Charles-Benjamin Tapale, a annoncé mardi 10 mai dans un communiqué la possibilité de fermer des tribunaux de paix à cause du manque de magistrats. Charles-Benjamin Tapale indique que sur les huit magistrats en fonction dans la province du Haut-Uélé, deux seulement sont restés sur place. Les six autres ont été affectés ailleurs et n'ont pas été remplacés.

**Sud-Kivu: Caritas Congo se désengage de la paie des enseignants.** Caritas Congo à Uvira s'est retirée du mécanisme de paiement des salaires des enseignants dans les territoires de Fizi, Mwenga ainsi que des Moyens et Hauts plateaux d'Uvira au Sud-Kivu. L'évêque du diocèse d'Uvira, Monseigneur Joseph Sébastien Muyengo Mulombe, l'a fait savoir mardi 10 mai au terme d'une réunion qu'il a eue avec les syndicats des enseignants et les gestionnaires des écoles catholiques et protestantes de la région. Le prélat catholique justifie ce retrait par l'insécurité qui sévit dans la région. Il cite notamment l'assassinat en avril dernier d'une sentinelle d'une école catholique à Kamituga. En février dernier, un chauffeur de la Caritas qui convoyait le salaire des enseignants vers le territoire de Fizi a également été tué par des bandits armés qui ont emporté tout l'argent convoyé.

**Insécurité à Beni: la société civile craint pour la scolarité des élèves.** Des organisations de défense des droits de l'homme craignent que certains élèves habitant certaines localités de Beni ne terminent pas l'année scolaire qui doit s'achever en juin prochain. Les gestionnaires de dix établissements scolaires primaires et secondaires des villages cibles de récentes attaques des présumés rebelles ADF à Beni (Kisiki, Petina-saka, Samboko, Totolito et Kokola) ont délocalisé depuis la semaine passée leurs établissements à Oïcha, Eringeti, Maymoya et Mbau.

**Kalemie: des motocyclistes protestent contre l'instauration d'une taxe.** Les motocyclistes de Kalemie (Tanganyika) protestent depuis lundi 9 mai contre l'instauration de la taxe « de péage route » par la Direction de recettes du Tanganyika (DRTANG). Les motards dénoncent l'instauration de cette taxe estimée à 2 000 francs congolais perçue sans qu'une quittance soit délivrée.

**RDC: Joseph Kabila pourra rester en fonctions après 2016 si la présidentielle n'a pas lieu.** Le président congolais Joseph Kabila, à qui la Constitution interdit de se représenter pour un troisième mandat, pourra rester en fonctions au-delà du terme de son mandat, fin 2016, si l'élection présidentielle censée avoir lieu cette année n'est pas organisée, selon un arrêt rendu mercredi 11 mai par la Cour constitutionnelle. La Cour, qui siégeait en audience à Kinshasa, répondait à une requête en interprétation déposée par plus de 250 députés alors que la perspective de la tenue du scrutin présidentielle en 2016 s'éloigne chaque jour davantage.

**Nord-Kivu: un commandant de la police tué à Tongo.** Le capitaine Timothée Amani, commandant du commissariat de Ruchovu dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) a été abattu mercredi 11 mai dans la matinée à Tongo. Des sources locales indiquent qu'il venait de Ruchebe à moto et se rendait à son lieu de travail à Ruchovu. Des hommes armés auraient tiré sur lui à quelques mètres de son bureau et d'une base de la Monusco située à Tongo-centre.

**L'Union européenne appelle à la relance de la COMIFAC.** Les experts des pays membres de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) ont terminé mercredi 11 mai à Kinshasa leurs travaux, dont les conclusions devraient être discutées en conseil des ministres de la zone dès ce jeudi. Ces assises se tiennent à Kinshasa, parce que «la RDC abrite environ 60% des forêts du bassin du Congo », a expliqué Jean Michel Dumond, ambassadeur de l'Union européenne en RDC, appelant à la relance de cette institution. La COMIFAC est une institution qui vit des moments relativement difficiles, a-t-il reconnu, «parce que les engagements financiers des participants ne sont toujours pas respectés. Et donc à la fois le secrétariat exécutif et le mode de fonctionnement de cette conférence sont affectés.»

**Des pluies torrentielles font une dizaine de morts à Djugu.** Environ une dizaine de personnes sont mortes et onze autres disparues à la suite des pluies qui se sont abattues les deux dernières semaines dans le territoire de Djugu en Ituri. D'après Idrisse Koma Kukodila, l'administrateur de Djugu, qui a fourni ce bilan, plus de quatre cents maisons ont également été détruites à la suite de ces pluies.

**Tshuapa: la TMB accusée de bloquer les salaires des fonctionnaires.** Plusieurs fonctionnaires de la province de la Tshuapa sont en colère. Ils accusent la banque TMB de bloquer leurs salaires du mois d'avril. Le directeur provincial de la TMB à Mbandaka indique, pour sa part, que la banque n'était pas en mesure de payer les salaires d'avril, car elle n'a jamais reçu, de la part du gouvernement central, le listing de paie des fonctionnaires de la Tshuapa ce mois.

**David Gressly: «Nous avons un mandat pour la protection des civils contre la violence».** La Monusco a pour mission notamment la sécurisation des civils, a déclaré mercredi 11 mai à Lubumbashi le représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies en RDC, David Gressly, répondant à une question des journalistes sur la protection de l'opposant Moïse Katumbi par la Monusco. «Nous avons un mandat pour la protection des civils contre la violence. Quand il y a un problème qui se pose, comme on voit maintenant des civils qui sont menacés, on a l'obligation, avec les autorités congolaises, de répondre à ces menaces. C'est dans ce sens que nous avons une obligation dans notre mandat de répondre à ces menaces», a rappelé David Gressly.

**L'arrêt de la Cour constitutionnelle consacre la victoire du peuple, affirme Ramazani Shadary.** «C'est le peuple qui a gagné, parce que le peuple avait besoin de l'interprétation de l'article 70 de la constitution», a réagi mercredi 11 mai le président du groupe parlementaire du PPRD à l'Assemblée nationale, Ramazani Shadary, à l'arrêt de la Cour constitutionnelle confirmant le maintien en fonction de l'actuel chef de l'Etat jusqu'à l'installation effective du nouveau président élu.

**Jeudi 12 mai.**

**Ex-Equateur : pas encore de gouvernements à Mongala, Tshuapa et Nord-Ubangi.** Un mois après l'investiture des gouverneurs de nouvelles provinces issues du démembrement de l'ex-Equateur, la Mongala, la Tshuapa et le Nord-Ubangi n'ont pas encore leurs équipes gouvernementales. Les sociétés civiles de ces trois provinces ont, tour à tour, exprimé leurs inquiétudes, mercredi 11 mai, à Radio Okapi.

**Joseph Olenghankoy: «Il n'y aura aucune possibilité de glissement dans ce pays».** L'arrêt rendu mercredi 11 mai par la Cour constitutionnelle, confirmant le maintien en fonction du chef de l'Etat actuel jusqu'à l'installation du nouveau élu, est un défi lancé au peuple congolais, a affirmé le président du des Forces novatrices pour l'union et la solidarité (FONUS), Joseph Olenghankoy. Selon l'opposant, «il n'y aura aucune possibilité de glissement» du mandat de Joseph Kabila au-delà de l'échéance du 19 décembre 2016, date de la fin de son deuxième et dernier mandat constitutionnel. D'après lui, il appartient maintenant « au peuple congolais de déterminer comment il va faire pour arracher sa souveraineté.» Le leader des FONUS a réitéré son opposition au maintien de Joseph Kabila au pouvoir au-delà de son dernier mandat constitutionnel.

**Rutshuru: les jeunes appelés à contribuer à la pacification de leur territoire.** L'administrateur du territoire de Rutshuru, Justin Mukanya a appelé, mercredi 11 mai, les jeunes de son entité administrative à participer à la pacification de cette partie du Nord-Kivu. Selon lui, l'insécurité dans ce territoire en proie aux enlèvements ne favorise pas son développement, surtout que les jeunes perdent leurs emplois avec les départs des humanitaires.

**Comité préparatoire du dialogue: la facilitation attend les propositions des parties prenantes.** L'assistant d'Edem Kodjo, facilitateur du dialogue en RDC, Cornelius Aidam affirme que la facilitation attend les propositions des parties prenantes pour mettre en place le comité préparatoire de cette rencontre annoncée par le chef de l'Etat.

Il a également fait savoir que le facilitateur est actuellement à Kinshasa après avoir poursuivi ses consultations à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

**RDC : Alain Atundu craint « l'inertie démocratique » si le dialogue n'est pas organisé.** Le porte-parole de la Majorité présidentielle (MP), Alain Atundu dit redouter « l'inertie démocratique » en cas de non tenue du dialogue politique en RDC. Au cours d'une conférence de presse organisée mercredi 11 mai à Kinshasa, il a soutenu que le processus électoral se trouve dans un état de blocage entretenu par ceux qui boycottent le dialogue.

**Recrutement des mercenaires: Katumbi demande une confrontation avec les personnes arrêtées.** Au cours de la deuxième audition de leur client au Parquet général de Lubumbashi mercredi 11 mai, les avocats de Moïse Katumbi ont demandé à l'Avocat général de la République d'organiser une confrontation entre l'ancien gouverneur et les personnes arrêtées à Lubumbashi dans le cadre de cette affaire. M. Katumbi fait l'objet d'une enquête pour « recrutement de mercenaires » étrangers.

**Kinshasa : 280 mariages des fonctionnaires de l'Etat seront célébrés samedi 14 mai.** Environ deux cent quatre-vingt couples de fonctionnaires de l'Etat vont célébrés, samedi 14 mai, leurs mariages après avoir été inscrits à l'Etat civil. Cette cérémonie collective aura lieu sur la place du Cinquantenaire, à Kinshasa. C'est le résultat de la campagne des actes de l'Etat civil pour l'unité et la stabilité de la famille en RDC menée par l'Association pour la promotion du bien être pour tous en partenariat avec le ministère du Genre et la commune de Gombe.

**Sud-Kivu : 4 civils tués dans des affrontements entre deux factions d'un groupe armé.** Quatre personnes, toutes des civils, ont été tuées depuis lundi 9 mai dans des affrontements qui opposent les Raïa Mutomboki du groupe du chef de guerre Kabazimya à la coalition des Raïa Mutomboki des chefs Kazimoto et Kyakwama dans le groupement de Lulingu au nord de Shabunda (Sud-Kivu), ont indiqué jeudi 12 mai des sources locales. Les quatre victimes seraient membres des familles de la coalition des Raïa Mutomboki Kazimoto-Kyakwama.

**RDC: la France appelle à la « préparation active » d'élections.** La France a appelé jeudi 12 mai les autorités congolaises à préparer « de bonne foi » les élections au lendemain d'une décision autorisant le président Joseph Kabila à rester en fonction si la présidentielle prévue en 2016 n'a pas lieu. « La priorité doit aller à la préparation active et de bonne foi des élections, seule source de légitimité populaire », a déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Romain Nadal.

**Lubumbashi: la police reconnaît un «déploiement exceptionnel» au Palais de justice.** Le commandant de la police dans la province du Haut Katanga, général Jean Bosco Galenga, a indiqué qu'un « déploiement exceptionnel » des policiers a été mis en place mercredi 12 mai lors de l'audition de Moïse Katumbi au Parquet de Lubumbashi. « Le déploiement de ce [mercredi] matin est un déploiement exceptionnel parce qu'il était fait dans le but du maintien de l'ordre. M. Moïse Katumbi venait à sa deuxième comparution. Puisqu'il marchait à pied, il y a quelques curieux qui suivaient et la police devait faire en sorte que le palais ne soit pas pris d'assaut comme c'était le cas lundi passé », a déclaré l'officier de police.

**Mandat présidentiel: le PLD dénonce une « interprétation sélective » de la constitution.** Au lendemain de l'arrêt de la Cour constitutionnelle sur la fin du mandat présidentiel, le Parti libéral pour le développement (PLD) dénonce une « interprétation sélective » de la constitution. Pour le président du PLD, Me Jean-Paul Lumbulumbu, l'interprétation de l'article 70 de la constitution est liée à l'article 73 qui détermine le délai de convocation de l'élection présidentielle. « On ne peut pas envisager l'interprétation de l'article 70 faisant allusion à la fin du mandat du président de la République, sans faire allusion à l'article 73 qui dit clairement que la fin du mandat du Président de la République et la convocation de l'élection du président de la République se font 90 jours avant la fin du mandat du Président en fonction », a-t-il déclaré.

**Kinshasa: les infirmiers réitèrent leur appel pour la création de leur Ordre.** L'Association nationale des infirmiers du Congo (ANIC) plaide pour l'adoption de la loi portant création, organisation et fonctionnement de l'Ordre des infirmiers. Le président de cette association, Kombo Djeko, l'a fait savoir jeudi 12 mai à Kinshasa, en marge des activités de commémoration de la journée internationale de l'infirmier, célébrée le 12 mai de chaque année.

**Congo Airways accueille son 4ème avion.** Le nouvel aéronef de Congo Airways est arrivé jeudi 12 mai vers 17 heures à Kinshasa. Ce quatrième avion de la compagnie est un bombardier Q400 d'origine canadienne, fabriqué en 2014. Il a une capacité de 74 places assises. Avec cette nouvelle acquisition, la compagnie aérienne congolaise compte deux Airbus A320 et deux bombardiers Q400.

**Rutshuru: 200 personnes arrêtées pour actes d'insécurité.** Environ deux cents personnes sont détenues depuis le début du mois de mai à la prison centrale de Rutshuru (Nord-Kivu) pour actes d'insécurité dans la région, a annoncé Justin Mukanya, l'administrateur de ce territoire jeudi 12 mai à Radio Okapi. Selon lui, ces personnes sont suspectées par le parquet d'avoir participé directement ou indirectement à des actes d'insécurité qui ont caractérisé le territoire de Rutshuru depuis février.

**RDC-Burundi: la porosité de la frontière favorise la fraude, selon la DGDA.** La Direction générale des douanes et accises (DGDA), bureau d'inspection de Kavimvira, déplore l'existence des pistes non contrôlées le long de la plaine de la Ruzizi et qui favorisent la fraude des produits brassicoles du Burundi. Cette situation entraîne sur le marché local une concurrence déloyale de la bière Amstel et Primus du Burundi face aux produits d'une brasserie de la RDC, la Bralima. L'inspecteur chef de bureau de la DGDA/Kavimvira, Lochi Kamandji, interpelle l'Etat congolais sur le respect du code douanier pour lutter contre la contrebande douanière.

**Kinshasa: 90% de déchets produits ne sont pas gérés.** Sur 7000 tonnes des déchets produit chaque jour à Kinshasa, moins de 10% seulement sont gérés jusqu'au centre d'enfouissement de Kinkole, a indiqué jeudi 12 mai le directeur général de la Régie d'assainissement et travaux publics de Kinshasa (RATPK). Selon lui, la RATPK connaît de sérieux problèmes financiers pour son fonctionnement, depuis le désengagement de l'Union européenne dans le financement du projet PARU.

**Vendredi 13 mai.**

**Joseph Kabila ferait «un coup d'état» s'il allait au-delà du 19 décembre, selon Gabriel Kyungu.** Le G7, le Front citoyen, la Dynamique de l'opposition et l'Alternance pour la République n'accepteront pas que le président de la RDC, Joseph Kabila prolonge son mandat au-delà du 19 décembre 2016. Les leaders de ces plates-formes de l'opposition l'ont affirmé lors d'une rencontre jeudi 12 mai à Lubumbashi, en réaction au récent arrêt de la Cour constitutionnelle relatif à l'article 70 de la constitution. Le 19 décembre marque la fin du mandat du président Joseph Kabila. S'il va au-delà de cette échéance, «nous allons considérer cela comme un coup d'état. Et nous allons faire appel au peuple pour se ranger derrière toute l'opposition pour combattre ce coup d'état», a prévenu Gabriel Kyungu wa Kumwanza.

**RDC : les internautes se mobilisent pour alerter sur les massacres des civils à Beni.** Au lendemain du dernier massacre de 17 personnes mardi 3 mai à Minibo et Mutsonge, deux quartiers situés environ 60 km au Nord-Est de la ville de Beni au Nord-Kivu, beaucoup d'internautes se sont mobilisés sur les réseaux sociaux pour alerter l'opinion internationale sur les tueries incessantes dans cette partie du Nord-Kivu. Deux internautes d'origine congolaise, Wondo et Kyaghandu, ont lancé une pétition en ligne afin de réunir le plus grand nombre des signatures et saisir le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) et le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme. Leur objectif : arriver à pousser ces instances à ouvrir une enquête internationale pour identifier les auteurs de nombreux massacres enregistrés ces derniers mois à Beni, leurs commanditaires, leurs complices afin de les juger.

**La Corée du Sud octroie chaque année 10 millions de dollars à la RDC.** L'Agence sud-coréenne de Coopération Internationale (la KOICA) octroie chaque année dix millions de dollars américains à la RDC, a révélé jeudi 10 mai l'ambassadeur sud-coréen à Kinshasa. A l'en croire, cette aide fait de la RDC, le deuxième pays en Afrique à bénéficier de l'aide publique au développement de la Corée du sud. Ki-Chang Kwon regrette néanmoins le fait que la RDC qui bénéficie de cette aide se soit abstenue lors du vote de la résolution 2270, du mois de mars, qui sanctionnait la Corée du nord pour ses essais nucléaires.

**Kinshasa : un membre de l'Unadef serait enlevé.** Alain Malebo, membre permanent national de la Jeunesse du parti politique de l'opposition Union nationale des démocrates et fédéralistes (Unadef) aurait été enlevé par des inconnus mercredi 9 mai à l'issue d'une réunion consacrée à la problématique du dédoublement des partis politiques.

**4 morts dans une manifestation des conducteurs de moto contre la police.** Quatre personnes ont été tuées ce vendredi lors d'une manifestation des conducteurs de taxi-moto au quartier PK51, sur l'axe routier Niania-Isiro dans le territoire de Mambasa. Les manifestants protestaient contre les tracasseries de la police de circulation routière (PCR) qu'ils accusent de les rançonner en exigeant entre 1000 FC et 2000 FC chaque jour pour passer une barrière fermée par le Commissaire spécial intérimaire de l'Ituri. Les manifestants exigeaient également la restitution d'une dizaine de taxis motos confisqués, selon eux, sans motif.

**David Gressly explique le mandat de la Monusco aux autorités.** Le représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations unies en RDC séjourne à Lubumbashi (Haut-Katanga) depuis mercredi 11 mai. David Gressly s'y est rendu pour expliquer aux autorités provinciales, militaires et de l'assemblée nationale le mandat de la Monusco qui, a-t-il rappelé, est prioritairement consacré à la protection des civils.



**Nord Kivu : 114 personnes hospitalisées après la consommation d'une viande de vache.** Cent quatorze personnes ont été admises depuis mercredi 9 mai dans les centres de santé de Burumo, Kausa et à l'hôpital de Kirotshe dans le territoire de Masisi, après avoir consommé la viande d'une vache morte de maladie inconnue, indiquent des sources médicales et policières de cette contrée. Le vétérinaire qui soignait cette vache malade aurait interdit aux habitants d'en manger la viande. En vain.

**Affaire Katumbi: la troisième audition reportée.** L'audition de Moïse Katumbi au Parquet général de Lubumbashi ce vendredi 13 mai a été suspendue quelques minutes après son ouverture avant d'être reportée à une date ultérieure non communiquée. Un communiqué du Parquet indique que cette séance a été suspendue suite aux plaintes de M. Katumbi. « Les enquêteurs ont accédé à sa demande pour lui permettre d'aller paisiblement consulter son médecin », indique le communiqué.

**RDC: Londres envisage des «sanctions ciblées» contre les responsables «d'actes de répression».** Londres et ses partenaires européens envisagent des « sanctions ciblées » contre des responsables « d'actes de répression » politique en République démocratique du Congo, a déclaré vendredi 13 mai à Kinshasa l'envoyée spéciale de la Grande-Bretagne pour la région des Grands Lacs, Danae Dholakia. L'émissaire britannique a fait référence aux récents ennuis judiciaires de l'opposant Moïse Katumbi, candidat déclaré à la présidentielle et visé depuis une dizaine de jours par une enquête pour « recrutement de mercenaires ». « J'espère sincèrement que les récentes accusations portées contre Moïse Katumbi » ne constituent pas un « resserrement de [l'] espace politique » en RDC, a encore dit Mme Dholakia, ajoutant que « les risques de s'écarter de l'ordre constitutionnel sont réels ».

**RDC: nouveau test du matériel d'enrôlement des électeurs.** Après Kinshasa, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a procédé jeudi et vendredi 13 mai à un test pilote du matériel d'enrôlement des électeurs et des sources d'énergie à Gombe-Matadi, un secteur du territoire de Mbanza Ngungu au Kongo-Central. Ce test dure environ 5 minutes au bout desquelles une carte d'électeur est produite et délivrée au requérant. Cette opération consiste à vérifier la conformité du matériel proposé par deux soumissionnaires présélectionnés par la Ceni.

**Sud-Kivu: l'armée déloge des Maï-Maï de plusieurs localités à Lemera.** Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont repris le contrôle de plusieurs localités des moyens plateaux de Lemera au Sud-Kivu, ont indiqué jeudi 12 mai des sources sécuritaires à Uvira. Elles ont délogé des miliciens Maï-Maï des localités de Nyanzale, Ruhubu, Kabumenge, Katwenge, Bubamba, Kibanga et Kahanda, qui, selon des sources locales, étaient des bastions de trois groupes armés coalisés.

**Samedi 14 mai.**

**Nord-Kivu: les Nyatura et FDLR réoccupent des positions dégarnies par les FARDC.** Les soldats des FARDC, en opération depuis mars dernier dans le groupement Bashali-Mokoto, ont commencé leur retrait de cette zone depuis jeudi 12 mai. Comme conséquences, des sources locales signalent déjà le déplacement des populations et la réoccupation de ces positions par les miliciens Nyatura et leurs alliés des FDLR dans cette zone du territoire de Masisi (Nord-Kivu).

**L'ONG Mercy Corps suspend ses activités dans 5 localités de Rutshuru.** Mercy Corps a suspendu ses activités dans au moins cinq localités de la chefferie de Bwito, à l'ouest du territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Dans un communiqué rendu public jeudi 12 mai, le chargé de communication de cette ONG humanitaire justifie la mesure par l'insécurité à laquelle font face les acteurs humanitaires dans cette zone. Le 17 avril dernier, cinq agents de Mercy Corps avaient été enlevés sur l'axe Nyanzale-Katwe, avant d'être relâchés quelques jours plus tard. La reprise des activités de Mercy Corps à Katwe, Nyanzale, Kikuku, Bambu et Birambizo, en chefferie de Bwito ne serait possible que si ces localités sont sécurisées. C'est ce que révèle cette ONG humanitaire dans son communiqué.

**Différentes délégations saluent le succès du festival JOUCOTEJ -2016.** La 30ème édition du Festival Journées congolaises de théâtre pour et par l'enfance et la jeunesse (JOUCOTEJ) s'est clôturée mercredi 11 mai à l'Institut français – Halle de la Gombe/ Kinshasa. L'évènement s'est tenu pendant six jours sous les auspices de la Compagnie théâtre des intriguants. Les délégations étrangères ont exprimé leur satisfaction quant à la réussite de ce rendez-culturel. Le représentant du ministre de la Culture et des Arts, Crispin Yoka, a clôturé officiellement les activités de la 30ème édition du Festival JOUCOTEJ. Il s'est réjoui du bon déroulement de ce festival et salué la qualité des spectacles qui ont été présentés, notamment en rapport avec le phénomène *Enfant soldat*.

**RDC: 4 activistes de la Lucha arrêtés lors des manifestations contre les massacres de Beni.** La police a interpellé samedi 14 mai matin à Goma (Nord-Kivu) au moins quatre jeunes militants du mouvement citoyen Lute pour le changement (LUCHA), qui observaient un sit-in devant le quartier général de la MONUSCO. Ils

manifestaient pacifiquement pour, selon eux, dire non aux massacres et tueries dans le territoire de Beni. Lors de l'intervention, des éléments de la police ont blessé huit des militants trouvés sur le lieu. Un agent de la MONUSCO a été aussi brutalisé.

**RDC: la société civile du Grand-Katanga lance une pétition pour le dialogue.** La société civile du Grand-Katanga a lancé, vendredi 13 mai à Lubumbashi, une pétition pour exiger la tenue du dialogue national, annoncé depuis six mois par le chef de l'Etat. Son coordinateur, Monseigneur Augustin Kapy, affirme avoir lancé cette pétition à la suite du climat politique tendu observé ces derniers jours à Lubumbashi, chef-lieu du Haut-Katanga:

**Article 70: L'arrêt de la Cour est inconstitutionnel, selon l'UDPS.** L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) juge «inconstitutionnel» l'arrêt de la Cour constitutionnelle, interprétant l'article 70 de la constitution relatif au mandat du chef de l'Etat. Le parti d'Etienne Tshisekedi a livré sa position, samedi 14 mai, au cours d'une déclaration politique, faite à Kinshasa. «L'arrêt rendu par la Cour Constitutionnelle en interprétation de l'article 70 de la constitution est inconstitutionnelle. C'est une imposture et un non-sens», a déclaré le secrétaire général-adjoint de l'UDPS, Bruno Tshibala. A l'occasion, il a déclaré ne pas être prêt à céder à ce qu'il qualifie de provocation de la Cour Constitutionnelle pour décourager les gens à aller au dialogue, seul cadre, selon lui, où doit se décider la suite du processus électoral.

**RDC: le ministre Baudouin Banza Mukalay est décédé à Kinshasa.** Le ministre de la Culture et des Arts, Baudouin Banza Mukalay est décédé, samedi 14 mai, à la Clinique Ngaliema-Center, à Kinshasa à l'âge de 63 ans. Une des figures de proue de la politique congolaise, Baudouin Banza Mukalay a été nommé, en avril 2012, ministre de la Jeunesse, Sports puis de la Culture et des Arts. En décembre 2014, il sera déchargé d'autres fonctions et sera juste chargé du ministre de la Culture et des Art.

**Dimanche 15 mai.**

**Beni : les FARDC et la Monusco lancent l'opération « Usalama » contre les ADF.** Les Forces armées de la RDC ont lancé samedi 14 mai dans la matinée une opération militaire dénommée « Usalama » en Swahili [sécurité, en Français] contre les rebelles ougandais des ADF dans le territoire de Beni au Nord Kivu. Selon le lieutenant Mak Hazukay, le porte-parole militaire du secteur opérationnel grand Nord et des opérations Sokola 1, cette opération militaire de grande envergure est appuyée par la Monusco.

**Nord-Kivu : la police présente des présumés auteurs de l'insécurité à Beni.** L'inspecteur urbain de la Police nationale congolaise (PNC), Colonel Flamand Baliwa Ngoy, a présenté samedi 14 mai au maire de Beni et à la population de cette ville un groupe de six présumés bandits armés qui seraient à la base de l'insécurité dans cette entité. Selon le Colonel Flamand Baliwa Ngoy, il s'agit des militaires FARDC déserteurs depuis six ans et auteurs de l'assassinat des civils et de l'insécurité depuis plus d'un mois à Beni.

**RDC: le député Martin Fayulu serait arrêté à Bandundu, accusent les Fonus.** Le député national Martin Fayulu est arrêté, samedi 14 mai en début d'après-midi, par les services de sécurité dans le Bandundu, chef-lieu de la province du Kwilu. Une information que dément le maire de la ville. Selon le président du parti de l'opposition Forces novatrices pour l'unité et la solidarité (FONUS), Joseph Olenghankoy Mukundji, l'élue de Kinshasa a été appréhendé pendant qu'il venait d'entrer dans la ville par véhicule via Kikwit, accompagné de nombreux de ses sympathisants. Le président des FONUS condamne cette arrestation, rappelant que la fonction du député est sacrée.

**Sud-Kivu : les forces vives dénoncent l'activisme des miliciens à Mwenga et Kalehe.** La milice Raïa Mutomboki et d'autres Maï-Maï ont investi, samedi 14 mai, le village Kibombo dans le groupement Bizalugulu en territoire de Mwenga (Sud-Kivu), ont dénoncé les forces vives locales. Sur place, ils ont pillé des chèvres, des poules et d'autres biens de valeur et à leur passage ils demandaient à la population d'organiser des collectes des vivres pour leur survie. Dans le territoire de Kalehe, des hommes armés non identifiés ont braqué 4 motocyclistes et leurs clients à Makelele dans la chefferie Buhavu. Après les avoir dépouillés de tout, ils ont emporté les motos vers une destination inconnue, selon la société civile de la région.

**RDC : le ministre de l'Economie promet une solution « imminente » pour relever la Cilu.** Le ministre de l'Economie, Modeste Bahati, promet une solution « imminente » à la délégation de la Cimenterie de Lukala (Cilu) pour « sauver » cette entreprise qui a arrêté de produire le ciment gris depuis le début de ce mois. A l'issue de leur rencontre vendredi 13 mai à Kinshasa, les représentants des travailleurs de cette société de Kongo central indiquent que parmi les actions à mener, il y a notamment la régulation des frontières. « Il [le ministre] nous a dit qu'il va poser le problème à la réunion de la Troïka lundi [16 mai] et trouver des solutions pour réguler des frontières notamment de Lufu et d'Ango Ango. Il nous a dit que la solution sera imminente et nous patients »

**RDC : le gouvernement appelé à retirer l'ordonnance créant l'agence du Grand Inga.** L'exécutif national congolais devrait retirer l'ordonnance créant l'Agence pour le développement du grand Inga, a recommandé

vendredi le sénateur Jacques Djoli, lors de la plénière qui a porté sur la question orale de son collègue Raphaël Siluvangi adressée au ministre de l’Energie et des Ressources hydrauliques. Le chef de l’Etat a promulgué mardi 13 octobre 2015 l’ordonnance portant création de l’Agence pour la promotion, le développement et la mise en œuvre du projet Grand Inga, entre la RDC et la République Sud-africaine (ADPI/ RDC). C’est un service spécialisé de la présidence de la République congolaise qui est dirigé par le chargé de mission du chef de l’Etat Bruno Kapandji, ex-ministre des ressources hydrauliques et électricité. Pour Jacques Djoli, cette ordonnance est anticonstitutionnelle. Il condamne le fait que l’ordonnance créant le grand Inga donne le statut de ministre à un agent et le mette sous la tutelle du directeur de cabinet du Président de la République. résident de la délégation syndicale de la Cilu, Raymond Masala. Selon lui, les ciments qui proviennent de ces deux postes frontaliers inondent « de beaucoup de manière » le marché et Cilu n’arrive plus à vendre son ciment.

**Nord-Kivu : les militaires de Lucha libérés.** Les cinq militants de la Lutte pour le changement (Lucha) arrêtés samedi 14 mai à Goma dans le Nord-Kivu ont été libérés le même jour dans la soirée, ont confirmé les membres de ce mouvement citoyen. Ces jeunes de la Lucha étaient interpellés par la police alors qu’ils observaient un sit-in devant le quartier général de la Monusco à Goma. Ils manifestaient pacifiquement pour dénoncer aux massacres et tueries dans le territoire de Beni.

**Martin Fayulu affirme avoir été empêché de « se mouvoir » à Bandundu-ville.** Dans une interview accordée dimanche 15 mai à Radio Okapi, le député Martin Fayulu affirme qu’il a été empêché de « se mouvoir » pendant environ trois heures lors de son séjour à Bandundu-ville.

**RDC: l’opposition appelle à une marche de protestation.** Le G7, la Dynamique de l’opposition, l’Alternance pour la République et le Front citoyen 2016 appellent à une marche de protestation sur toute l’étendue du territoire de la RDC pour réclamer notamment la publication du calendrier électoral et la tenue des élections dans le délai constitutionnel. L’année passée, la commission électorale avait publié un calendrier électoral fixant l’élection présidentielle au 27 novembre 2016. Mais les élections prévues avant cette date comme le scrutin local et municipal n’ont pas été organisées. La commission électorale avait annoncé la publication d’un nouveau calendrier qui n’est pas encore publié.

**Nord-Kivu: 2 militaires tués à Kilimanyoka.** Des hommes armés ont attaqué une position de l’armée dans la nuit de samedi à dimanche 15 mai, tuant deux militaires et blessant un autre dans la localité de Kilimanyoka au Nord-Kivu. L’échange des tirs entre les assaillants et les militaires a duré près d’une heure. Les assaillants n’ont pas été identifiés.

**Affaire Katumbi: l’UDPS recommande le respect des libertés fondamentales.** Interrogé au cours d’une conférence de presse samedi 14 mai à Kinshasa sur l’audition de Moïse Katumbi au Parquet de Lubumbashi pour une affaire de recrutement présumé de mercenaires, le porte-parole de l’UDPS, Bruno Tshibala, a recommandé le respect des libertés fondamentales. « Nous pensons qu’indépendamment de la personne qui est visée, ça peut-être Katumbi ou quelqu’un d’autre, il faut respecter les droits de l’homme et les libertés fondamentales. Il ne faudrait pas que les agents de l’Etat soient instrumentalisés pour brimer les citoyens », a-t-il déclaré.

**Ituri: 5 civils tués par des présumés ADF.** Cinq civils ont été tués et des maisons incendiées samedi 14 mai en Ituri au cours d’une attaque des présumés rebelles ADF contre les localités Ndalia et Katabeyi, voisines de la province du Nord-Kivu. Des témoins rapportent que l’attaque a été lancée dans l’après-midi. Les assaillants auraient d’abord tué deux personnes soignées au centre de santé de Katabeyi avant d’incendier cette structure sanitaire. Les mêmes rebelles auraient ensuite tué un conducteur de taxi et une dame qu’il transportait.

**CAA sollicite une baisse du prix du billet d’avion.** Dans une correspondance adressée au ministre de l’Economie, le patron de la Compagnie africaine d’aviation (CAA), David Blatner, sollicite la baisse du prix du billet d’avion. Il estime que la baisse du prix du pétrole sur le marché international devrait également occasionner une baisse du prix du billet d’avion. David Blatner indique qu’une baisse du prix du billet d’avion s’explique également par l’acquisition d’un nouvel avion par son entreprise.